

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation
14 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq le vingt mai à 18h30

Le Conseil Municipal de Pont l'Evêque, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle communale en séance publique ordinaire sous la présidence de Yves Deshayes, Maire

Date de la séance
20 mai 2025

Etaient présents : Christian Asse, Sandrine Boire, Jérémy Roseau, Jean-Michel Eude, Sylvestre Gout, Catherine Letellier, Laurent Weinreich Murielle Knoll, Eric Legoux, Myriam Leroy, Jean-Pierre Crozet, Thierry L'huillier, Christian Grelé, Précilla Carré, Eric Huet, Béatrice Gautier, Emmanuel Bardeau, Edith Aubert, Pierre Carrel.

En exercice : 29
Présents : 20
Pouvoir : 6

Excusés : Marinette Lebon, Véronique Gicquel-Auzannet, Corentin Riou, Emmanuelle Isabelle, Delphine Besson, Anne-Claire Poignard,

Votants : 26

Absents : Michel Lepaisant, Delphine Bachelot, Julie Morin,

Pouvoirs :

Marinette Lebon a donné pouvoir à Edith Aubert

Véronique Gicquel-Auzannet a donné pouvoir à Emmanuel Bardeau

Corentin Riou a donné pouvoir à Catherine Letellier

Emmanuelle Isabelle a donné pouvoir à Jérémy Roseau

Delphine Besson a donné pouvoir à Sandrine Boire

Anne-Claire Poignard a donné pouvoir à Christian Asse

Sandrine BOIRE est désignée secrétaire de séance.

DEL2025_05_08

DELIBERATION INSTITUANT UNE JOURNEE DE SOLIDARITE

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L621-11 et L621-12 ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité ;

Vu l'avis favorable du Comité social territorial du 20 Mai 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'il appartient au Conseil Municipal d'instituer une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées en application des dispositions susvisées, pour l'ensemble du personnel titulaire et non titulaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** d'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant :

Fixer le principe d'une durée annuelle de travail de 1 607 heures, les 7 heures de la journée de solidarité étant réparties tout au long de l'année.

Sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter du 1^{er} juin 2025.

Fait et délibéré en séance, les même jour, mois et an.

La Secrétaire de séance,



Sandrine BOIRE

Le Maire



Yves DESHAYES

